

Séance publique du 6 mai 2013

Stolypine, le Turgot du dernier tsar

par Pierre BARRAL

MOTS-CLÉS

Russie tsariste - Stolypine - Nicolas II - Communauté agraire du *mir*.

RÉSUMÉ :

Dans l'Empire russe ébranlé par les troubles révolutionnaires, le tsar Nicolas II nomme en 1906 Stolypine, un grand propriétaire, président du conseil des ministres. Cet homme d'ordre mène une sévère répression et brise l'opposition parlementaire de la Douma par deux dissolutions successives. Mais en même temps, il entreprend avec résolution une profonde réforme agraire, qui donne aux paysans aisés la possibilité de sortir de la communauté obligatoire du "mir". Comme Turgot sous l'Ancien Régime français, il est mal soutenu par le souverain, qui ne s'émeut guère de son assassinat en 1911 et qui laisse échapper une ultime chance de sauver le régime de la Révolution.

Quelques années avant la Révolution d'Octobre, un grand ministre russe a tenté de sauver le régime tsariste affaibli, en le réformant en profondeur. Chez les historiens occidentaux, l'action de Stolypine a toujours retenu l'attention: depuis Roger Portal dans la Sorbonne de ma jeunesse jusqu'à Hélène Carrère d'Encausse dans son solide *Nicolas II. La transition interrompue* (1996). Ils évaluent positivement sa tentative désespérée, qui leur rappelle celle du ministre français Turgot, cent trente ans plus tôt, quinze ans avant notre grande Révolution.

L'homme d'ordre

Au début du XX^e siècle, l'Empire russe s'est engagé à la légère dans une politique aventureuse d'expansion en Extrême-Orient. Elle s'est bientôt heurtée à l'opposition résolue du Japon, vieille monarchie récemment rénovée, et dans la terrible guerre de Mandchourie, cette puissance asiatique lui a infligé une série de défaites écrasantes, sur terre comme sur mer. Ces désastres extérieurs ébranlent le prestige de l'autorité impériale et l'année 1905 est ponctuée de mouvements révolutionnaires dans les masses populaires. Le 9 janvier, "le Dimanche rouge", une manifestation pacifique à Saint-Pétersbourg subit les tirs des cosaques qui font un millier de morts. Dans les usines de la grande industrie, les grèves se multiplient et débouchent sur l'apparition de soviets ouvriers. Dans les campagnes, où le régime croyait disposer d'un appui fidèle, des jacqueries paysannes réclament le partage des

grands domaines ; une Union paysanne pansrusse proclame : “La terre doit être considérée comme la propriété collective du peuple tout entier”. D’autre part, chez les intellectuels, un fort courant libéral remet en question la structure traditionnelle du pouvoir et aspire à l’instauration d’une monarchie constitutionnelle à l’occidentale.

Le tsar Nicolas II, maître du jeu, a été élevé dans les principes formulés au siècle précédent par le ministre Ouvarov, “Autocratie – Orthodoxie- Populisme”, et, encouragé par son épouse l’impératrice Alexandra, il se fait un devoir de conscience de maintenir cet héritage. Il aurait été, a-t-on dit, un excellent colonel de cavalerie. Mais, au sommet de l’Etat, son entêtement doctrinal est bousculé par la persistance des troubles subversifs et son caractère indécis est ballotté entre les conseillers qui lui recommandent les uns la répression, les autres la conciliation. Il ne sait comment faire face à cette situation instable et s’il accorde au fil des mois quelques concessions mineures, c’est toujours trop peu et trop tard. Puis, après une nouvelle poussée de fièvre, il se résigne en octobre 1905 à tenter une ouverture politique.

Le principal inspirateur de ce tournant est le comte Serge Witte, le plus lucide de ses anciens ministres. D’une famille noble appauvrie, de souche balte allemande, ce technocrate volontaire a conduit dix ans plus tôt avec brio un programme d’industrialisation accélérée : stabilisation du rouble, appel aux capitaux étrangers, surtout français et belges, construction de chemins de fer, protection douanière. On a pu le qualifier de “Colbert russe”. Ecarté un temps sous la pression de ses rivaux, il est rappelé de sa disgrâce pour mener la difficile négociation avec le Japon. Et comme il parvient à conclure un traité de paix qui n’est pas trop humiliant, il peut se faire écouter sur les problèmes intérieurs. Dans un mémorandum argumenté, il recommande d’introduire enfin en Russie la représentation nationale qui existe dans tous les Etats européens. A contrecœur, Nicolas II se laisse convaincre de l’établir par le Manifeste d’Octobre. Sous la désignation archaïque de *Douma*, l’assemblée est structurée par ordres (noblesse, villes, paysans, ouvriers, nationalités) et désignée par un vote à plusieurs degrés. Le suffrage universel, toléré à la base, semble ainsi soigneusement encadré. Et lorsque Witte, nommé président du Conseil, a rendu le dernier service d’obtenir un énorme emprunt des banquiers français, le souverain le relève à nouveau de ses fonctions, voulant se libérer d’un serviteur trop influent.

Dans la nouvelle équipe gouvernementale qu’il désigne alors, l’homme fort est Pierre Arkadevitch Stolypine, ministre de l’Intérieur et bientôt président du conseil des ministres. Cet homme de grande taille et de forte carrure appartient, lui, à une famille de noblesse plus ancienne, qui a fourni au service de l’Empire plusieurs généraux et plusieurs diplomates. Il a fait des études scientifiques à l’Université et il ne manque pas de culture. Bon père de famille, il ne fume pas, boit peu, ne joue pas aux cartes. Etranger aux coteries de la capitale, il semble incarner, écrit Hélène Carrère d’Encausse, “cette Russie profonde où les souverains croient que se trouvent leurs fidèles”. Comme gouverneur de la province de Saratov, sur la basse Volga, il s’est fait remarquer par son énergie efficace lors des violents troubles agraires de 1905 et la première attente du tsar est qu’il rétablisse l’ordre.

Pierre Arkadevitch de fait ne déçoit pas cette exigence. Il poursuit et étend les mesures de répression qui ont été prises par ses prédécesseurs. Après un attentat où deux de ses enfants sont blessés, il installe des Cours martiales ambulantes, à la procédure hâtive, qui prononcent plusieurs milliers de condamnations, aux travaux forcés ou à mort : les exécutions se font par pendaison et les libéraux dénoncent la “cravate de Stolypine”. Pendant ce temps, les députés de la Douma, réunie en avril

1906, votent à l'unanimité une Adresse qui exige la responsabilité parlementaire du gouvernement et une profonde réforme agraire. Nicolas II, heurté dans ses convictions intimes, refuse de recevoir une délégation et il répond par la dissolution immédiate de la Douma. Mais, malgré les pressions administratives en faveur de candidatures officielles, la deuxième Douma compte une forte aile socialiste et se montre plus critique encore. Elle adopte une résolution contre le terrorisme d'Etat et un député s'en prend même à l'armée battue en Extrême-Orient qui, accuse-t-il, entraîne les troupes à des tâches répressives et non à la défense du territoire.

Quand le ministre vient demander l'exclusion de députés sociaux-démocrates, l'assemblée renvoie la question en commission. Le tsar perd patience et ordonne : "il faut frapper". Et une deuxième dissolution est accompagnée d'une modification autoritaire du régime électoral, qui renforce le poids de la noblesse et réduit la représentation des catégories populaires. Le manifeste impérial du 3 juin 1907, précise avec force que "la Douma doit être russe dans son esprit", c'est-à-dire qu'elle ne saurait prétendre au rôle des assemblées législatives d'Europe occidentale. Du scrutin sort une Douma plus docile, "la Douma des Seigneurs" ironise-t-on, dont la majorité de centre droit, dite "octobriste", se résout à coopérer avec le gouvernement. Stolypine suspend alors le régime d'exception, et il accepte désormais de jouer le jeu du dialogue parlementaire.

Le réformateur

Dans cette reconversion délicate, Pierre Arkadevitch réussit mieux que d'autres ministres d'esprit plus bureaucratique. Lui, fait face aux turbulences de l'hémicycle, sans se laisser démonter par les interruptions, et il jette à l'extrême gauche : "vous ne me ferez pas peur !". Mais, tout en affirmant hautement la primauté de l'exécutif, il négocie dans les couloirs avec les leaders des groupes, sur le modèle qu'a illustré le chancelier Bismarck dans une autre monarchie traditionnelle. Et son action ne se limite nullement à des mesures de répression. Il déclare en juillet 1907 : "Si on s'occupe exclusivement de la lutte contre la Révolution, dans le meilleur des cas on écarte la conséquence et non la cause. Nous soignons la blessure, mais le sang vicié produit de nouvelles infections". Il engage donc des réformes qui doivent renforcer les courants conservateurs, et par priorité, dans la société rurale, qui englobe une large majorité de la population russe. Car, proclame-t-il, "il faut défendre ce qui est vivant".

Stolypine connaît personnellement les problèmes agraires. Il a passé sa jeunesse dans la propriété familiale située en Lituanie, il a ensuite travaillé dans l'administration des Domaines d'Etat, puis exercé la fonction représentative de maréchal de la noblesse. Dans ces provinces de l'Ouest, longtemps rattachées au royaume de Pologne, la communauté rurale est moins contraignante et la réforme de 1861 y a été plus favorable aux paysans. De plus, Stolypine a voyagé dans le royaume de Prusse voisin, où le pouvoir a mieux équilibré l'émancipation des anciens serfs et où les grands propriétaires ont mieux adapté leur production à l'expansion du marché. Par contraste, il a mesuré dans la province de Saratov, sur la Volga, combien la structure traditionnelle soulevait désormais dans les couches rurales de la vieille Russie une révolte en profondeur.

Il ne saurait certes porter atteinte à la grande propriété foncière qui domine la structure agraire. Les propriétaires, dont la réforme libérale de 1861 a soigneusement ménagé les intérêts, ont toujours exercé sur le tsar et sur son administration une

puissante influence, que la conjoncture tend même à renforcer, et ils s'organisent alors en un groupe de pression turbulent. Le ministre rejette évidemment avec dédain la nationalisation du sol que demande le parti socialiste-révolutionnaire. Et il ne songe même pas à examiner les projets de rachat partiel qu'élaborent à ce moment des députés du centre gauche dans un esprit de compromis.

C'est dans l'émergence d'une paysannerie marchande qu'il pense trouver un appui, c'est cette frange supérieure des moujiks qu'il veut voir se développer. Car, au sein d'une masse rurale passive, les éléments les plus dynamiques ont acquis quelque aisance, par la vente d'excédents, par la location de leur attelage, et aussi par le prêt usuraire aux voisins en difficulté ; on les qualifie couramment de *koulaks* ("poings"), car ils accroissent ainsi leur lopin personnel. Mais leur ascension est entravée par la contrainte communautaire du *mir* (d'un mot au fort contenu traditionnel), qui a été maintenue en 1861. Si le moujik est le maître héréditaire de son isba et de l'enclos adjacent, c'est la commune rurale qui possède les champs et qui les redistribue périodiquement entre les familles, selon l'évolution de leur composition. En principe du moins, car l'application concrète varie selon les temps et les lieux.

La décision capitale que Stolypine fait approuver par le tsar marque donc un retournement radical, en brisant la règle solidaire du *mir*. L'oukaze impérial du 9 novembre 1906 distingue entre les situations. S'il n'a été effectué aucun partage depuis 1861, la propriété individuelle est reconnue. S'il n'y a eu aucun partage depuis 1893, le principe communautaire est maintenu, mais tout ayant droit peut sortir de l'indivision, en constituant des petits domaines indépendants, *otroubs* reliés à une maison du village ou *khoutors* autour d'un habitat isolé. Dans le cas de partages récents, la modification des lots selon la composition des familles est facilitée. Enfin, le partage général peut être décidé, à la majorité des deux tiers (à la majorité simple après 1911).

Afin de contourner les contre-propositions des réformistes comme les résistances des conservateurs, le ministre s'est bien gardé de suivre la procédure parlementaire : c'est d'ailleurs à ce moment l'apogée du conflit avec les deux premières Doumas. Il a utilisé la ressource que lui fournissait l'article 87 du Manifeste d'Octobre : ce texte exorbitant l'autorisait à prendre dans l'intervalle des sessions "toute mesure législative requise par des circonstances exceptionnelles". Toutefois, il vient s'expliquer devant la Douma des Seigneurs en décembre 1908 : "Nous ne pouvons pas hisser le drapeau d'une liberté faite pour les seules couches supérieures de la société. Nous devons penser aux plus petits, nous devons les affranchir du travail commun, nous ne pouvons pas oublier que nous avons été appelés pour libérer le peuple de la pauvreté, de l'ignorance, du manque de droits". Et si un opposant d'extrême gauche s'écrie "Et la potence ?", le procès-verbal enregistre "dans l'assemblée des applaudissements enthousiastes au centre et sur plusieurs bancs de la droite".

Stolypine mise, répète-t-il, "non sur les misérables et les ivrognes, mais sur les robustes et les forts". Il veut "donner une chance au paysan capable, au paysan travailleur, c'est-à-dire à celui qui est le sel de la Russie", l'aider à "se libérer de cet étai dans lequel il est pris actuellement". Il vise ainsi un objectif économique, développer la productivité de l'agriculture russe en libérant l'initiative des plus entrepreneurs : à Léon Tolstoï qui voudrait alors voir abolir le propriété privée sur la terre, il répond : "on ne peut cultiver et améliorer le sol dont on dispose provisoirement

avec la même ardeur que son propre sol". Mais en même temps, il attend explicitement de sa réforme un bénéfice d'essence politique, trouver dans une paysannerie imbue de l'idée de propriété un pôle de défense de l'ordre social : "Combien est nécessaire le fort propriétaire privé ! à quel point constitue-t-il un obstacle au développement du mouvement révolutionnaire ?". Lénine, un ennemi vigilant, le comprend bien : "Ce changement n'est pas un accident [...], commente-t-il C'est au contraire un glissement sérieux en direction d'un bonapartisme agraire"/ Il y voit "le recours d'une monarchie qui, ayant perdu son ancienne base patriarcale ou féodale, simple et solide, en vient à louvoyer", à "soudoyer pour plaire". Il compare cet effort à celui que son maître Karl Marx relevait chez le prince Louis Napoléon pour se rallier les paysans parcellaires français. Cinquante ans plus tard, la même volonté d'établir une paysannerie propriétaire inspirera en Iran "la Révolution blanche" du Chah Reza Pahlavi.

L'application, orientée par des commissions d'aménagement rural, démarre lentement, non seulement à cause du manque de géomètres, mais plus profondément à cause d'une résistance sourde des moujiks qui craignent les risques de l'indépendance et répugnent à se séparer du groupe environnant. Puis le chiffre des demandes s'enfle de 220 000 en 1907 à 1 200 000 en 1912. En une dizaine d'années, le mouvement concerne 2 500 000 chefs de famille, davantage dans les provinces de l'Ouest que dans la Russie profonde. Sur une superficie de 18 millions de d'hectares, ceci représente environ 14 % de la terre commune. On a souvent considéré que c'était bien peu. Je ne le pense pas pour ma part, car dans un milieu traditionnel, une telle mutation sociale ne peut se réaliser rapidement. Elle était assurément bien engagée, et elle aurait pu se développer, si la guerre ne l'avait pas interrompue. On a observé des reventes, qui ont arrondi le lot des *koulaks*. Cette politique ne vise évidemment pas à améliorer le sort de toute la masse paysanne, mais à faire naître une élite rurale, économiquement dynamique et politiquement conservatrice

D'autres mesures, prises dans le même esprit, développent des initiatives esquissées antérieurement. La Banque paysanne, qui a été créée en 1883, reçoit des ressources supplémentaires pour faciliter les achats fonciers de l'élite rurale. L'offre foncière est accrue par la vente de terres des apanages de la famille impériale. Surtout, les migrations vers la Sibérie, qui étaient fortement règlementées, sont désormais encouragées. A la fois pour alléger la pression démographique dans la vieille Russie d'Europe et pour coloniser au delà de l'Oural les vastes étendues de terres vierges. L'historien de la Sibérie François-Xavier Coquin peut écrire : "Mobilité sociale et mobilité géographique se conditionnaient étroitement". Le chemin de fer Transsibérien est maintenant achevé et Pierre Arkadevitch y fait mettre en service des wagons de 4^{ème} classe bien conçus, au confort sommaire mais équipés de compartiments pour le bétail et pour le matériel agricole : on les surnomme vite "les Stolypine", Le courant migratoire est aussi facilité par l'installation d'entrepôts de semences et d'outillage comme par la concession gratuite de terres en Extrême-Orient. Au total, il est évalué à cinq millions d'émigrants en une vingtaine d'années, avec une concentration en Sibérie occidentale : c'est une poussée encourageante, qu'accompagne le développement d'un réseau prospère de coopératives laitières.

Le ministre se montre également attentif aux facteurs culturels. Il élabore des projets (qui connaîtront un début de réalisation), pour généraliser l'instruction primaire encore déficiente et pour effacer les discriminations religieuses contre les vieux croyants et contre les Juifs. Il est toutefois sensible à la poussée de nationa-

lisme “grand-russe” qui entraîne une partie de l’opinion : il entreprend de rogner l’autonomie du grand-duché de Finlande comme d’accroître dans les provinces polonaises l’influence des fonctionnaires russes. Croyant à l’efficacité de son action, il veut communiquer sa confiance. Dans une interview de 1909, il déclare sans fausse modestie : “Donnez au gouvernement vingt ans de paix intérieure et extérieure et vous ne reconnaîtrez plus la Russie d’aujourd’hui”.

Cette tentative de rénovation peut être comparée à celle de Turgot sous l’Ancien Régime français. Lui aussi avait fait ses preuves dans l’administration provinciale, comme intendant de Limoges pendant douze ans, avant d’être appelé en 1774 au Contrôle général des finances, qui constitue un grand ministère de l’économie. Tocqueville loue “la grandeur de son âme et les rares qualités de son génie”. Turgot n’est pas seulement un gestionnaire méthodique ; lui aussi perçoit clairement l’urgence de corriger des réglemations archaïques et inhibitrices : précisons seulement qu’elles concernent ici l’organisation du marché, non le statut de la propriété. Il fait approuver par le roi Louis XVI, au début de son règne, un programme audacieux qui comporte par étapes une libéralisation du commerce des céréales alimentaires, l’abolition des corporations de métiers, la suppression de la corvée royale pour la confection des routes. Avec le même souci d’expliquer longuement les mobiles de ses réformes, c’est un esprit plus critique que le ministre russe, un intellectuel dirions-nous, un ancien prieur de Sorbonne qui s’est émancipé, devenu l’ami des philosophes et des physiocrates. Il envisage ainsi d’établir des assemblées élues qui répartiraient l’impôt et d’organiser un service de “l’instruction nationale”.

D’autre part, lorsque la cherté des subsistances suscite une vague d’émeutes populaires, qualifiée de “Guerre des Farines”, Turgot, qui a d’abord procédé avec prudence, fait preuve d’énergie et il reste maître de la situation. Dans la brillante biographie qu’il lui a consacrée, Edgar Faure, politique expérimenté autant qu’historien méthodique, peut estimer que ce succès est un succès de ministre de l’Intérieur, non de ministre des Finances : “à telle enseigne que Turgot pouvait figurer la chance de l’Ancien Régime, moins par ses réformes économiques que par ses qualités d’énergie”.

La disgrâce

Mais, si les démocraties souffrent souvent d’instabilité ministérielle, les monarchies fondées sur l’absolutisme n’ignorent pas la précarité du pouvoir gouvernemental, car celui-ci y dépend totalement de l’humeur du souverain. Pour Turgot, la confiance royale ne dure que deux ans. Les dernières réformes qu’il inspire suscitent les remontrances du Parlement de Paris, qui renforce la coalition des privilégiés et des financiers déjà hostiles. La reine, d’abord favorable, se fâche quand le ministre fait sanctionner un de ses protégés, tandis que Maurepas, le conseiller du roi le plus écouté, cesse maintenant de le soutenir. Sentant sa position menacée, Turgot peut bien écrire au roi, évoquant la Révolution d’Angleterre au XVII^e siècle dans une adjuration prophétique : “N’oubliez jamais, Sire, que c’est la faiblesse qui a mis la tête de Charles 1^{er} sur le billot”. Louis XVI ne se laisse pas émouvoir et, cédant aux pressions, il fait transmettre au ministre l’ordre de se démettre, sans même le recevoir personnellement. L’homme blessé et malade meurt peu après, il ne verra pas se réaliser le désastre qu’il a pressenti et voulu éviter.

Dans le cas de Nicolas II, il s'agit plutôt d'entêtement que de faiblesse. Le tsar n'a jamais adhéré de cœur aux réformes que Stolypine met en œuvre et lorsque le danger révolutionnaire semble s'estomper, il se lasse de lui. Il ne l'appuie pas dans un désaccord avec le ministre de la Guerre ni dans un conflit feutré avec le Conseil d'Etat, où se déploient les intrigues de ses prédécesseurs jaloux. Il envisage de le remplacer, puis il y renonce après une réprimande de sa mère l'impératrice douairière Maria Feodorovna, qui juge la situation avec plus de lucidité. Et quand Pierre Arkadevitch, se jugeant désavoué, en vient à proposer lui-même sa démission, le tsar lui jette sèchement qu'une décision de remplacement relève du souverain, non de son ministre. Si celui-ci reste donc en fonction, les rumeurs s'enflent à la Cour sur sa prochaine disgrâce.

Le destin va trancher brutalement. Le 1^{er} septembre 1911, lors d'une représentation officielle à l'opéra de Kiev, un anarchiste ouvre le feu sur Stolypine, qui mortellement blessé, succombe après plusieurs jours. Cet attentat réussi comporte bien des zones d'ombre. Car Bogrov, son auteur, était bien connu de la police de l'Okhrana, comme un indicateur utilisé à l'occasion. Elle est au moins coupable d'une grave incurie. Et même, certains responsables n'ont-ils pas sciemment laissé faire l'assassin, avant de l'arrêter et de l'exécuter rapidement ? Cette question troublante a été souvent posée, sans qu'on ait pu trouver en ce sens de preuves convaincantes.

En tout cas, on a beaucoup relevé l'attitude détachée du tsar, présent sur place, devant ce drame. Il a voulu rendre visite au mourant, mais devant la réticence de l'épouse, il n'a pas insisté. Il ne regrette guère cette disparition qu'il juge providentielle : elle l'arrange, sans qu'il ait dû la prononcer. Et l'impératrice, désormais envoûtée par le ténébreux Raspoutine, se trouve plus soulagée encore. Elle invite le nouveau président du Conseil Kokovtsev, bouleversé par l'émotion, à "ne pas avoir de pitié pour ceux qui ne sont plus" : "Chacun de nous, j'en suis certaine, remplit le rôle qui lui est assigné. Et si quelqu'un n'est plus parmi nous, c'est que son rôle est terminé. Stolypine est mort pour vous céder la place". Et aucun membre de la famille impériale ne se dérange pour l'inauguration à Kiev d'une statue. Financée par souscription nationale, elle porte sur le socle sa phrase "Ils veulent de grandes secousses, nous voulons une grande Russie".

Sa réforme ne lui survit guère, car elle est balayée par la jacquerie paysanne de l'été 1917. Celle-ci, surgie spontanément, s'en prend par priorité aux grands domaines, dont les terres sont occupées avec violence, et lorsque les bolcheviks prennent le pouvoir en octobre, Lénine fait aussitôt légaliser l'abolition de la propriété foncière par le "Décret sur la terre". Puis, dans une deuxième vague, le parti suscite à l'été 1918 des comités de paysans pauvres, qui reprennent aux koulaks les parcelles détachées du mir. Et la communauté agraire survit en fait dans les campagnes de l'Etat soviétique jusqu'à la collectivisation générale que réalisera Staline de 1929 à 1935. Les koulaks tentent en vain d'y échapper et ils sont éliminés par une répression ciblée, sur le slogan "liquider les koulaks comme classe".

Sous le régime soviétique, le nom de Stolypine est resté attaché à ses wagons de Sibérie pour émigrants, affectés désormais au transport des détenus pendant la terreur stalinienne. On y a rajouté des grillages pénitentiaires, à l'intérieur et à l'extérieur, et, pour un long trajet, on y a entassé les hommes jusqu'à étouffer ; *L'Archipel du Goulag* contient une description hallucinante de ces "cachots ambulants". Dans

l'enseignement scolaire officiel, idéologiquement orienté, le personnage n'est évoqué que brièvement, et négativement : pour le manuel de Mints et Karec pour les classes terminales (1962), Stolypine, "le ministre qui pend", "a voulu effrayer la paysannerie par une terreur de masse" mais "il n'a pas réussi à liquider la lutte des paysans contre les grands propriétaires". Dans le film de Guerassimov *Léon Tolstoï*, Stolypine apparaît fugitivement, se penchant obséquieusement devant le tsar pour allumer sa cigarette : caricature qui trahit le caractère fier du ministre.

Pendant la stabilisation qui suit la mort de Staline, une recherche universitaire sérieuse peut toutefois apparaître, à la condition qu'elle s'insère dans le marxisme-léninisme d'Etat. Plusieurs ouvrages fouillés, fondés sur les archives, sont ainsi consacrés à l'histoire de la campagne russe. En 1963, dans *La question agraire et les programmes agraires de Lénine dans les trois Révolutions russes*, S.N. Trapeznikov, un mandarin universitaire, présente une évolution complexe comme si elle était dominée par l'action du leader bolchevik (peu influent en réalité avant 1914). Un chapitre y décrit les mesures de Stolypine, qu'il estime préparées à l'avance, puis il souligne les faiblesses de l'œuvre. Or il est intitulé, d'une formule tendancieuse qui en dénie le sens, "la deuxième réforme agraire de la grande propriété, nouveau pillage et asservissement de la paysannerie". Cependant, la même année, *La réforme agraire de Stolypine*, de S.M. Doubrovski, un chercheur rigoureux, est fondée sur une analyse quantitative approfondie ; elle fait le point sur l'application des mesures, en dégagant les rythmes dans le temps et les différences entre régions. Je lui suis redevable de ses indications que j'ai reprises.

Au temps de la perestroïka de Gorbatchev, un recueil de travaux indépendants, *Les historiens répondent aux questions*, contient un article de P. N. Zyrianov, "Stolypine sans légende". Comme il se doit encore, l'article cite des formules de Lénine : "il a essayé de verser du vin nouveau dans les vieilles outres", "l'échec de sa politique est l'échec du tsarisme dans cette dernière voie possible pour lui". Toutefois, cette étude équilibrée souligne la culture du ministre, elle relie sa dureté à l'épreuve de l'attentat contre sa famille et elle porte ce jugement nuancé : "A la différence de Dournovo et de Goremykine, [ses collègues au gouvernement] Stolypine s'efforça d'écraser la Révolution, non seulement par la répression, mais par des réformes visant, dans un esprit acceptable pour les milieux dirigeants, à trancher les principales questions posées par la Révolution". Il est qualifié de "dernière chance du régime". A sa réforme agraire, il n'est reproché qu'"une inspiration abstraite" et celle de l'administration locale se voit reconnaître "une signification progressiste".

Parmi les "Russes blancs" émigrés, des débats animés se livrent sur les responsabilités des anciens dirigeants : le personnage de Stolypine y est évidemment évoqué en des sens divers. Relevons particulièrement l'apport de ses enfants qui, après une errance tragique, se sont établis en France. Le fils Arkady donne dès 1927 une biographie en langue russe et en 1931 un texte français signé de sa sœur Alexandra. Il milite activement dans un groupe politique de l'émigration (N.T.S.), comme le racontent ses mémoires posthumes. Il meurt au moment où s'effondre l'U.R.S.S. Alors, dans ce climat effervescent, la Russie restaurée réhabilite son ministre d'autrefois. Une biographie laudative surgit à Saratov, puis en 1991 le livre d'Arkady paraît à Moscou, avec une préface d'Andrei Sakharov, ainsi que des recueils de textes. Aujourd'hui, ce sont même les Archives historiques de la Fédération de Russie, une institution officielle, qui publient des éditions scientifiques

des discours et de la correspondance. Car le régime de Poutine met en valeur, par ferveur nationaliste, toutes les grandes figures du passé russe, sans pratiquer désormais aucune discrimination idéologique.

Enfin la grande voix de Soljenitsyne se fait entendre. Dès sa jeunesse, l'écrivain a été fasciné par le personnage de Stolypine, Après son expulsion d'Union Soviétique il rencontre le fils de celui-ci à Paris, puis installé en Amérique, il rassemble une documentation abondante. Il peut ainsi rajouter en 1993 une centaine de pages sur le ministre à son œuvre ambitieuse sur la fin du tsarisme, *La Roue rouge*. Il le juge "le meilleur chef de gouvernement que [la Russie] ait eu depuis cent ans ou même deux cents ans" (p. 683). Il admire "son assurance victorieuse, ce trait naturel inné, qui marquait à la fois sa silhouette, son caractère et son destin" (p. 593), ainsi qu'"un sentiment aigu où la terre russe se confond avec le paysan russe" (p. 555). Sur l'attentat fatal, il imagine en romancier les pensées de la victime, de l'assassin, des policiers et du tsar lui-même. Ses yeux de poète y voient même un prélude à l'exécution sommaire de la famille impériale sept ans après, dans les remous de la guerre civile : "C'était la dynastie que ces balles avaient tuée. Les premières balles de Iékatérinbourg" (p. 633). Un tel raccourci audacieux est l'éclair brûlant d'un prophète, non la démarche sereine d'un historien, mais il souligne la portée tragique de l'échec de ce grand responsable. En vérité, aussi lucide que volontaire, il s'était totalement dévoué au souverain qui ne sut pas reconnaître sa valeur exceptionnelle.